

POUVOIR JUDICIAIRE

[C – 2009/09449]

Tribunal de première instance de Bruxelles

Le tribunal, réuni en assemblée générale le 13 mai 2009, a désigné M. Valvekens, P., juge au tribunal de première instance de Bruxelles, comme vice-président à ce tribunal, pour une période de trois ans prenant cours le 9 juin 2009.

RECHTERLIJKE MACHT

[C – 2009/09449]

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

De rechtbank, verenigd in algemene vergadering op 13 mei 2009, heeft de heer Valvekens, P., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, aangewezen tot ondervoorzitter in deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar, met ingang van 9 juni 2009.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultat

[2009/202739]

Sélection comparative de conseillers-assistants (m/f) (niveau B), d'expression néerlandaise, pour l'Agence du Bien-être de la Jeunesse de l'Administration flamande (ANV08021). — Résultat

La sélection comparative de conseillers-assistants (m/f) (niveau B), d'expression néerlandaise, pour l'Agence du Bien-être de la Jeunesse de l'Administration flamande (ANV08021) a été clôturée le 4 juin 2009.

Le nombre des lauréats s'élève à 95.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Uitslag

[2009/202739]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige consulentenhulpverleners (m/v) (niveau B) voor het Agentschap Jongerenwelzijn van de Vlaamse Overheid (ANV08021). — Uitslag

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige consulentenhulpverleners (m/v) (niveau B) voor het Agentschap Jongerenwelzijn van de Vlaamse Overheid (ANV08021) werd afgesloten op 4 juni 2009.

Er zijn 95 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2009/00421]

Circulaire SPV-04 relative à la carte d'identification dans le secteur du gardiennage

Aux entreprises de gardiennage,

Aux services internes de gardiennage,

Aux services de sécurité des sociétés de transports en commun.

CC. : le Commissaire général de la Police fédérale,

les chefs de corps de la police locale,

les membres de Polnet SPV,

les coordinateurs de cours des organismes de formation.

Par le biais de la présente circulaire, je tiens à rappeler les règles de base relatives à la carte d'identification dans le secteur du gardiennage. Ces règles impliquent que :

1. Chaque agent de gardiennage belge et chaque membre du personnel dirigeant d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage et d'un service de sécurité d'une société de transport en commun doivent être détenteurs d'une carte d'identification délivrée par le SPF Intérieur (1).

2. L'intéressé doit être en possession d'une carte d'identification au nom de l'entreprise de gardiennage, du service de sécurité ou du service interne de gardiennage pour lequel il exerce ses activités (2). Quiconque exerce des activités pour plusieurs entreprises doit disposer, pour chaque entreprise, d'une carte d'identification distincte. La carte est uniquement demandée par l'entreprise de gardiennage, le service de sécurité ou le service interne de gardiennage concerné (3). Cette règle vaut également pour les agents de gardiennage engagés par un bureau d'intérim pour l'exercice de leurs activités.

La carte d'identification mentionne les codes de fonction qui sont simultanément conformes :

— au niveau de formation de l'agent;

— et aux activités autorisées de l'entreprise qui a introduit la demande de carte d'identification.

3. L'intéressé doit toujours porter, c.-à-d. avoir sur lui, la carte d'identification originale dans l'exercice de ses activités (4).

4. L'intéressé doit remettre la carte d'identification en cas de contrôle effectué par la police ou des inspecteurs du SPF Intérieur (5).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2009/00421]

Rondzendbrief SPV-04 betreffende de identificatiekaart in de bewakingssector

Aan de bewakingsondernemingen,

Aan de interne bewakingsdiensten,

Aan de veiligheidsdiensten van openbare vervoersmaatschappijen.

CC. : de commissaris-generaal van de federale politie,

de korpschefs van de lokale politie,

de leden van polnet SPV,

de cursuscoördinatoren van de opleidingsinstellingen.

Via deze rondzendbrief wens ik de basisregels in herinnering te brengen in verband met de identificatiekaart in de bewakingssector. Deze regels houden in dat :

1. Elke Belgische bewakingsagent en elk lid van het leidinggevend personeel van een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een veiligheidsdienst van een openbare vervoersmaatschappij dient houder te zijn van een identificatiekaart afgeleverd door de FOD Binnenlandse Zaken (1)

2. De betrokkene moet in het bezit zijn van een identificatiekaart op naam van de bewakingsonderneming, de veiligheidsdienst of de interne bewakingsdienst waarvoor hij zijn activiteiten uitoefent (2). Wie activiteiten uitoefent voor meerdere ondernemingen moet voor elke onderneming afzonderlijk over een identificatiekaart beschikken. De kaart wordt enkel aangevraagd door de betrokken bewakingsonderneming, veiligheidsdienst of interne bewakingsdienst (3). Dit geldt ook voor bewakingsagenten die voor de uitoefening van hun activiteiten ingezet werden via een interim-kantoor.

De identificatiekaart vermeldt de functiecodes die tegelijkertijd in overeenstemming zijn met :

— het opleidingsniveau van de agent;

— en de vergunde activiteiten van de onderneming die ze heeft aangevraagd.

3. De betrokkene moet de originele identificatiekaart, bij de uitoefening van zijn activiteiten, steeds bij zich dragen (4), dit wil zeggen bij zich hebben.

4. De betrokkene moet de identificatiekaart overhandigen bij controle door politie of inspecteurs van Binnenlandse Zaken (5).

5. L'agent de gardiennage doit porter de manière clairement lisible (6) :

- soit la carte d'identification;
- soit un insigne d'identification de son entreprise (badge) mentionnant le nom de l'agent, la dénomination et l'adresse du siège d'exploitation de l'entreprise de gardiennage, du service interne de gardiennage ou du service de sécurité pour lequel il exerce des activités.

Ces derniers temps, les services de police et les inspecteurs du SPF Intérieur sont de plus en plus confrontés à des agents de gardiennage qui ne sont pas en possession ou ne portent pas de manière clairement visible leur carte d'identification originale, mais bien une copie de celle-ci. Les intéressés procèdent ainsi soit de leur propre initiative, soit sur instruction du personnel dirigeant de leur entreprise. Ce procédé est toutefois contraire à la loi (7). Les autorités ont prévu cette interdiction afin d'éviter les falsifications de cartes d'identification. En effet, les mentions qui figurent sur une copie de carte d'identification peuvent être facilement manipulées ou modifiées, sans que ces procédés ne puissent être perçus à première vue lors d'un contrôle.

Les agents concernés justifient ce procédé en affirmant qu'ils peuvent facilement perdre leur carte d'identification en la portant de manière visible. Or, pour éviter toute perte, l'agent de gardiennage peut toujours, au lieu de porter une copie, utiliser un insigne distinctif délivré par l'entreprise (voir supra). Dans ce dernier cas, il doit toutefois avoir sur lui la carte d'identification, par exemple dans son portefeuille.

Partant de la supposition que les cartes d'identification copiées ne sont pas portées par des agents de gardiennage dans l'intention de commettre une infraction à une obligation légale, ces constatations ont jusqu'à ce jour généralement donné lieu à un avertissement adressé aux intéressés. Cependant, malgré des avertissements répétés, cette pratique continue de s'étendre. C'est la raison pour laquelle je réitère l'interdiction de ce procédé par le biais de la présente circulaire. Je tiens à attirer votre attention sur le fait que l'administration ne règlera désormais plus de telles infractions au moyen d'un avertissement, mais bien en infligeant une sanction plus lourde.

6. Lorsque l'agent de gardiennage n'exerce plus, temporairement, d'activités de gardiennage pour l'entreprise ou le service, sans le quitter définitivement, ce n'est pas l'agent, mais l'entreprise ou le service qui conserve la carte d'identification.

Lorsque l'agent de gardiennage quitte définitivement l'entreprise ou le service, il est tenu de lui remettre sa carte d'identification dans les cinq jours et il appartient alors à l'entreprise ou au service de renvoyer la carte dans les 15 jours à l'administration. Il en va de même pour les cartes d'identification expirées ou retirées ou lorsqu'il a été constaté que l'agent de gardiennage ne satisfait plus aux conditions d'exercice.

Il est demandé aux services de police de saisir les cartes d'identification dont la date de validité est dépassée, qui ont été retirées ou délivrées à une entreprise de gardiennage ou à un service interne de gardiennage qui n'existe plus, et de les transmettre à la Direction Sécurité privée du SPF Intérieur.

Je demande aux entreprises concernées d'informer leur personnel du contenu de la présente circulaire.

Le Ministre,
G. DE PADT

Notes

(1) Art. 8, § 3, premier alinéa de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

(2) Art. 5 de l'Arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes sur les conditions de sécurité.

(3) Art. 8 de l'Arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes sur les conditions de sécurité.

(4) Art. 8, § 3, troisième alinéa de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

(5) Art. 8, § 3, troisième alinéa de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

(6) Art. 8, § 3, quatrième alinéa de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

(7) Art. 8, § 3, premier alinéa de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

5. De bewakingsagent moet op een duidelijk leesbare wijze dragen (6) :

- ofwel de identificatiekaart;
- ofwel een herkenningsteken van zijn onderneming (bedrijfsbadge) met daarop vermeld de naam van de bewakingsagent, de naam en het adres van de exploitatiezetel van de bewakingsonderneming, de interne bewakingsdienst of de veiligheidsdienst voor wie hij werkzaamheden uitoefent.

De politiediensten en de inspecteurs van Binnenlandse Zaken stellen de laatste tijd meer en meer vast dat bewakingsagenten niet de originele identificatiekaart, maar wél een kopie ervan in hun bezit hebben of op een zichtbare wijze dragen. Dit gebeurt op eigen initiatief van de betrokkenen of op instructie van het leidinggevend personeel van hun onderneming. Deze werkwijze is echter strijdig met de wet (7). De onderliggende reden voor dit verbod is dat de overheid vervalsingen van identificatiekaarten wenst te voorkomen, terwijl de vermeldingen op een identificatiekaart door middel van een kopie gemakkelijk te manipuleren of te wijzigen zijn, zonder dat dit bij controle op het eerste gezicht ook merkbaar is.

De betrokken agenten verantwoordt deze handelswijze door te stellen dat ze de identificatiekaart bij zichtbare dracht ervan, gemakkelijk kunnen verliezen. Nochtans, om verlies te voorkomen, kan de bewakingsagent, in plaats van een dergelijke kopie te dragen, zoals hoger uiteengezet, altijd een herkenningsteken dragen, uitgereikt door de onderneming. In dit laatste geval moet hij de identificatiekaart wel bij zich dragen, bijvoorbeeld in zijn portefeuille.

Omdat werd vermoed dat het dragen van gekopieerde identificatiekaarten niet gebeurt met het opzet een inbreuk te plegen tegen een wettelijke verplichting, zijn deze vaststellingen tot op heden doorgaans afgehandeld met een waarschuwing aan de betrokkenen. Nochtans, ondanks veelvuldige waarschuwingen, breidt deze praktijk uit. Daarom herhaal ik het verbod van deze praktijk door middel van deze rondzendbrief. Ik wens U er op te wijzen dat de administratie, in de toekomst, gebeurlijke inbreuken niet langer met een waarschuwing, maar met een hogere sanctie, zal afhandelen.

6. Wanneer de bewakingsagent tijdelijk geen bewakingsactiviteiten uitvoert voor de onderneming of de dienst, zonder deze definitief te verlaten, bewaart niet de agent, maar de onderneming of dienst de identificatiekaart.

Wanneer de bewakingsagent de onderneming definitief verlaat dient de bewakingsagent de identificatiekaart binnen de vijf dagen aan de onderneming of dienst te overhandigen en moet deze laatste de kaart binnen de 14 dagen terugsturen naar de administratie. Hetzelfde geldt voor vervallen of ingetrokken identificatiekaarten of wanneer is vastgesteld dat de bewakingsagent niet langer aan de uitvoeringsvoorwaarden voldoet.

Aan de politiediensten wordt gevraagd de identificatiekaarten waarvan de geldigheidsdatum overschreden is, die ingetrokken werden of die zijn uitgereikt aan een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst die niet langer bestaat, in beslag te nemen en te bezorgen aan de directie private veiligheid bij de administratie van de FOD Binnenlandse Zaken.

Mag ik de betrokken ondernemingen vragen hun personeel van de inhoud van deze rondzendbrief in kennis te stellen.

De Minister,
G. DE PADT

Nota's

(1) Art. 8, § 3, eerste lid van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

(2) Art. 5 van het Koninklijk besluit van 26 september 2005 betreffende de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur, de weigering en de vernietiging van de identificatiekaart en de procedure inzake de onderzoeken naar de veiligheidsvoorwaarden.

(3) Art. 8 van het Koninklijk besluit van 26 september 2005 betreffende de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur, de weigering en de vernietiging van de identificatiekaart en de procedure inzake de onderzoeken naar de veiligheidsvoorwaarden.

(4) Art. 8, § 3, derde lid van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

(5) Art. 8, § 3, derde lid van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

(6) Art. 8, § 3, vierde lid van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

(7) Art. 8, § 3, eerste lid van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.